

Les femmes ont été des membres de premier plan de l'Armée de libération du peuple du Soudan (SPLA), qui

comprendait un bataillon entièrement féminin surnommé le « bataillon des filles » avec à leur tête une commandante de choc, Agier Agum. Elles ont également joué un rôle clé dans la coordination des services de secours et la mobilisation des forces. Jemma Nunu Kumba aujourd'hui ministre du Logement et des Infrastructures dans le tout nouveau gouvernement, en est un vivant exemple. Elle fut l'une de celles qui ont quitté l'université pour participer au combat pour l'indépendance. Elle rejoignit les rebelles pendant la seconde guerre civile qui débuta en 1983, avec une idée fixe : « tout être humain est né avec l'instinct de liberté ». Elle fut nommée en 2008 la première femme gouverneur d'un Etat, le Western Equatoria State.

Jemma Nunu Kumba qui était représentante du Mouvement de libération du peuple du Soudan (SPLM) aux [pourparlers de paix](#) qui se déroulèrent à Naivasha au Kenya entre 2002 et 2005 et qui aboutirent à l'accord sur l'indépendance du Sud Soudan, justifie ainsi son action passée : « Nous voulons tous être libre, or le régime auquel nous étions soumis voulait que nous abandonnions notre liberté, c'est pourquoi nous avons choisi la guerre ». Jemma Kumba est maintenant prête à participer à la construction du nouvel Etat, riche en pétrole, et à accueillir « les investisseurs étrangers qui frappent à la porte du gouvernement », a-t-elle précisé au quotidien kenyan.

De son côté, Agnes Kwaje Lasuba, la nouvelle ministre du Genre, de l'Enfance et des Affaires sociales qui travaille en coordination avec [ONU Femmes](#), a du pain sur la planche. Les femmes représentent en effet 60% de la population du Sud Soudan, et sont à plus de 80% analphabètes. « Une fille de quinze ans a plus de chances de mourir en couches que d'aller au bout de sa scolarité », résume ainsi de façon réaliste un représentant de l'ONU la situation des Soudanaises. Toutefois conscientes des problèmes, celles-ci avaient massivement voté au référendum d'autonomie le 9 janvier dernier. Depuis cette date d'ailleurs, le nouvel Etat qui se préparait à exister, avait élaboré une constitution provisoire reconnaissant le droit à un traitement égal entre hommes et femmes. Parmi les très nombreux défis auxquels le nouvel Etat doit faire face, la lutte contre les violences faites aux femmes, héritage de la guerre civile, est une priorité, estime L'ONG américaine [International Rescue Committee](#) (IRC) très présente dans la région.